

EXPOSITION PHOTOS

1936: nouvelles images,
nouveaux regards
sur le front populaire

Union
syndicale
Solidaires

**Du 6 au 13 octobre,
ne manquez pas l'exposition
du Musée de l'Histoire
vivante de Montreuil
dans les locaux de Solidaires,
31 rue de la Grange aux Belles - Paris**

La situation politique a remis au centre de l'actualité la référence historique au Front populaire. L'exposition itinérante, « 1936, nouvelles images, nouveaux regards sur le Front populaire », richement illustrée de plus de 50 images et présentée en 15 panneaux, offre un aperçu synthétique de l'exposition présentée au musée de l'Histoire vivante à Montreuil. Il s'agit de redonner à lire les fils d'une histoire, celle de l'année 1936, du Front populaire, de l'unité d'action des gauches pour « le pain, la paix et la liberté » contre le fascisme et la guerre. Les auteurs et commissaires de cette exposition ont souhaité rappeler au public l'importance de cette histoire, inscrite dans la mémoire collective, que l'on résume en quelques mots : congés payés, 40 heures, grèves avec occupations d'usines, accords de Matignon, auberge de la jeunesse, Espagne. Exposition d'histoire, le récit présenté ici est dégagé des mythes et des légendes, et rappelle les réussites d'un gouvernement de Front populaire mais aussi ses échecs et ses faiblesses à mettre au compte

également de toutes les gauches, sur la question du droit des femmes, sur le stalinisme, et sur la question coloniale.

Le parti pris affiché dans cette exposition est celui de célébrer les 80 ans du Front populaire et de susciter la discussion et le débat y compris militant.

Réalisée en partenariat avec l'Office universitaire de recherche socialiste, le journal La Marseillaise, la fondation Jean-Jaurès, la fondation Gabriel Péri, l'exposition est soutenue par la Fédération sportive et gymnique du travail, l'Institut CGT d'histoire sociale, le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et le Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale.

Les auteurs/commissaires de l'exposition à Montreuil : Éric Lafon, directeur scientifique au musée de l'Histoire vivante, Frédéric Cépède (journaliste à l'Office universitaire de recherche socialiste), Jean Vigreux (professeur d'histoire contemporaine à l'Université Bourgogne).



**MUSÉE DE
L'HISTOIRE
VIVANTE**

Union
syndicale
Solidaires

1936

**NOUVELLES IMAGES,
NOUVEAUX REGARDS
SUR LE FRONT POPULAIRE**



Une exposition réalisée par **le musée de l'Histoire vivante**
en partenariat avec

**l'Office universitaire de recherche socialiste, le journal
La Marseillaise, la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Gabriel Péri.**

Avec le soutien de la **Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT)**, le **Collectif des centres de documentation
en histoire ouvrière et sociale (Codhos)**, le **Maitron dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social**
et l'**Institut CGT d'histoire sociale**.

Conception : **Éric Lafon** (directeur scientifique, musée de l'Histoire vivante), **Frédéric Cépède** (journaliste, L'OURS)
et **Jean Vigreux** (professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne).

Auteur-e-s : **Frédéric Cépède**, **Véronique Fau-Vincenti** (musée de l'histoire vivante),
Marion Fontaine (maître de conférence, Université d'Avignon), **Éric Lafon**, **Alain Ruscio** (historien), **Jean Vigreux**.

Conception graphique : **Jean-Marc Richard**



1 2/15 3 4 5 6 7 8

DU RASSEMBLEMENT POPULAIRE AU FRONT POPULAIRE



AUX LENDEMAINS DES ÉMEUTES DU 6 FÉVRIER 1934, LE PARTI SOCIALISTE ET LE PARTI COMMUNISTE, dont les cortèges ont fusionné lors de la riposte du 12 février, s'unissent dans un « Front commun » contre la menace « fasciste » jugée sérieuse. Le rapprochement de toutes les forces de gauche est un mouvement cumulatif et fédérateur. L'initiative d'un rassemblement populaire et antifasciste revient, à des intellectuels bientôt regroupés au sein d'un comité de vigilance des intellectuels antifascistes, aux militants pacifistes d'Amsterdam-Pleyel, à ceux de la Ligue des Droits de l'Homme et à son président Victor Basch, sans oublier la franc-maçonnerie jouant un rôle de laboratoire d'idées et les réseaux pacifistes autour du Syndicat national des instituteurs.

LE 5 MARS 1934, LE SOCIALISTE PAUL RIVET, LE PHILOSOPHE ALAIN, DE SYMPATHIE RADICALE ET LE COMMUNISANT ET PHYSICIEN PAUL LANGEVIN LANCENT UN « MANIFESTE AUX TRAVAILLEURS », donnent naissance au Comité d'action antifasciste et de vigilance bientôt connu sous le nom de Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA). Au mois de juin 1934, le PCF opère un tournant politique à l'issue d'une conférence nationale à Ivry (Seine) au cours de laquelle Maurice Thorez, avec l'aval de la direction de l'Internationale à Moscou, se prononce pour l'unité d'action et syndicale.

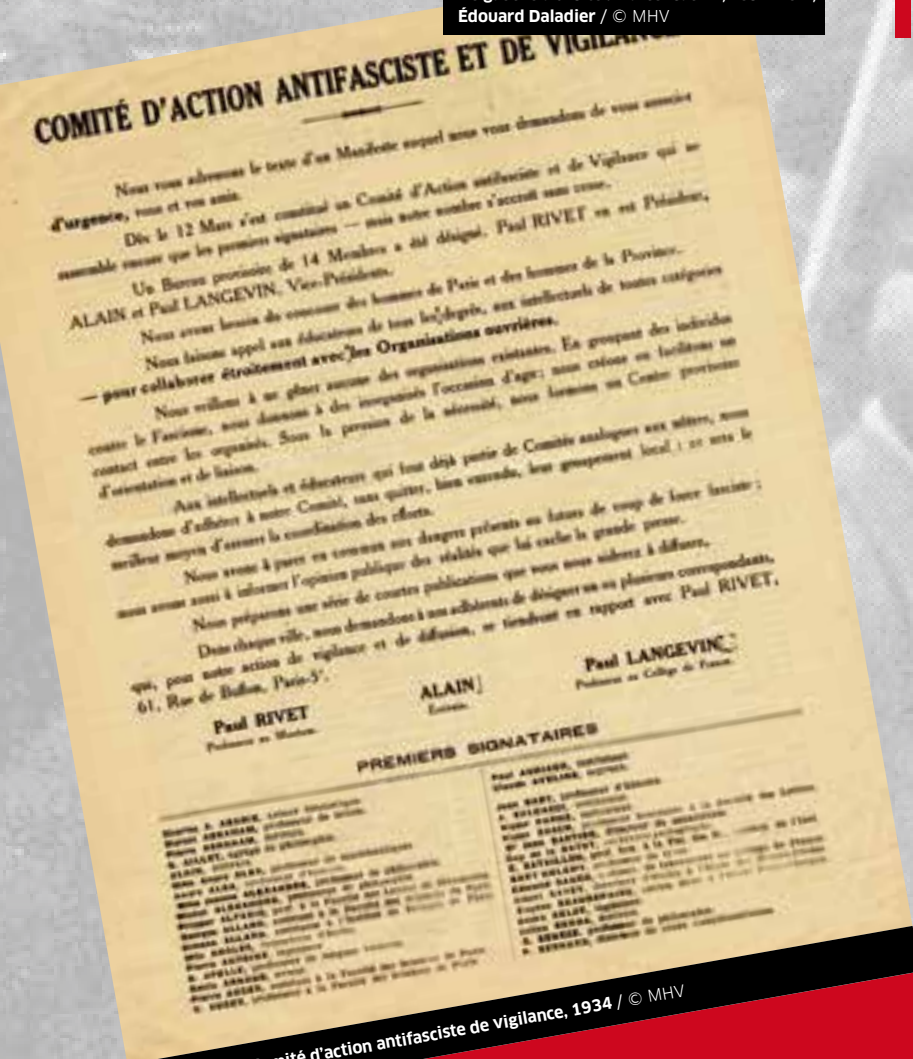


Le Document, janvier 1936.
De gauche à droite : Marcel Cachin, Léon Blum,
Édouard Daladier / © MHV

LE 27 JUILLET 1934, UN PACTE D'UNITÉ ACTION EST D'ABORD SIGNÉ ENTRE LES DEUX PARTIS. En octobre, les radicaux rejoignent le rassemblement après l'appel de Thorez et Cachin à un « Front populaire pour le pain, la paix et la liberté ». Le 12 mai 1935, Paul Rivet candidat unique de la gauche aux élections municipales est élu à Paris. C'est le premier élu du Front populaire, tandis que la SFIO et le PCF conquièrent de nombreuses municipalités partout en France. Les membres du Rassemblement populaire se retrouvent pour un 14 juillet de commémoration et pour défendre la République et prêter serment de « rester unis, de désarmer et de dissoudre les ligues factieuses, de défendre et d'accroître les libertés démocratiques et d'assurer la paix à l'humanité ». Le Front populaire est né.



Numéro spécial du magazine *Regards*,
« Le Front populaire contre... » 1936 / © MHV



Manifeste du Comité d'action antifasciste de vigilance, 1934 / © MHV

LA VICTOIRE ÉLECTORALE ET LE GOUVERNEMENT DE LÉON BLUM



14 juillet 1935 place de la Nation à Paris. De gauche à droite : Léon Blum, Maurice Thorez, Roger Salengro, Paul Rivet et Pierre Cot. Photographie agence ROL / © OURS

LE 8 MAI 1936, LÉON BLUM DÉSIGNÉ POUR DIRIGER LE PROCHAIN GOUVERNEMENT propose au PCF d'y participer. Mais depuis 1935, l'Internationale communiste à Moscou a mis son veto à toute participation. Le 6 juin, Léon Blum énumère dans sa déclaration d'investiture les réformes sur lesquelles il engage sa majorité parlementaire à savoir : l'amnistie, la semaine de 40 heures, les contrats collectifs, les congés payés, un plan de grands travaux, la prolongation de la scolarité. Le mouvement de grèves avec occupations d'usines initié dès le mois de mai, prend de l'ampleur en ce début du mois de juin. De Lille à Marseille, de Strasbourg à Brest, de Lyon à Bordeaux, de Toulouse à Paris, plus de 2 millions de travailleuses et de travailleurs viennent, conforter la victoire électorale des gauches, appuyer les réformes contre un patronat combatif et opposé au gouvernement.

LE 14 JUILLET 1935, LES GAUCHES FRANÇAISES RASSEMBLÉES À LA NATION PRÉTENT SERMENT DE RESTER UNIES JUSQU'À LA VICTOIRE. En janvier 1936, après de longues discussions, un programme de Rassemblement populaire est élaboré conjointement par la SFIO, les Radicaux, la CGT de Léon Jouhaux, la CGTU de Benoît Frachon, le PCF, mais aussi par le CVIA et la Ligue des Droits de l'Homme représentée par son président Victor Basch. En mars 1936, un congrès à Toulouse réunifie les deux confédérations syndicales, la CGT s'inscrivant avec plus de force encore dans le programme commun adopté en début d'année. La campagne électorale s'ouvre le 7 avril dans un climat tendu. Chaque parti présente ses propres candidats et si de nombreux concourent avec l'étiquette « candidat du Front populaire » nombreux chez les Radicaux ont refusé de se présenter comme tel. Le dimanche 26 avril a lieu le premier tour. La gauche ne comptabilise que 174 élus. Les radicaux perdent des suffrages sur 1932 tandis que les socialistes et surtout les communistes progressent tirant les bénéfices de la dynamique unitaire. Cette dernière va, au second tour le 3 mai, assurer la victoire des gauches. Avec 146 sièges la SFIO (+49 par rapport à 1932) devance les radicaux (116 sièges) et le PCF (72 sièges, soit +60 sur 1932). À la gauche de la SFIO, la petite formation du Parti d'unité prolétarienne (PUP) obtient 10 sièges, tandis que l'Union socialiste et républicaine (rangée à la droite des socialistes) obtient 26 sièges. Le Front populaire est majoritaire mais les droites avec 222 députés font jeu égal avec les gauches (SFIO, PCF et PUP), 229 sièges ; la majorité dépend donc de l'attitude des Radicaux.

UNE POLITIQUE AUDACIEUSE DONC APPLIQUÉE DANS UN LAPS DE TEMPS COURT, mais qui ne produit pourtant pas les effets escomptés notamment sur l'emploi, avec un chômage persistant. La fuite des capitaux, les dissensions au sein du gouvernement et de la majorité sur l'Espagne, l'agressivité d'une droite demeurée puissante, les menaces d'une droite extrême qui attisent l'antisémitisme et l'anticommunisme délirant, et surtout la pression d'un parti radical-socialiste pour mettre un frein à la politique sociale, autant de facteurs qui fragilise puis disloque le Front populaire. Le 21 juin 1937, Léon Blum et son gouvernement sont poussés à la démission par un Sénat qui lui refuse les pleins pouvoirs en matière financière. Le Front populaire agonise au cours de l'année 1937-1938. Le radical-socialiste, Camille Chautemps forme un premier gouvernement à participation socialiste et reçoit le soutien à l'Assemblée du groupe communiste. Hormis la création de la SNCF (août 1937), ce gouvernement fait preuve d'immobilisme, et ne parvient qu'à raviver de nombreuses grèves déclenchées par sa volonté de revenir sur les 40 heures. L'année 1938 est marquée par le retour de l'alliance des Radicaux avec la droite au gouvernement. C'est la fin du Front populaire.



Vu, hors-série du 30 novembre 1935 / © MHV



L'Œuvre du 6 juin 1936 / © OURS



L'Humanité du 4 mai 1936 / © MHV



Le Populaire du 4 mai 1936 / © OURS

LES GRÈVES DE L'ESPOIR RETROUVÉ MAI-JUIN 1936



Grévistes de l'entreprise Catel & Farcy fêtant la victoire.
Photographie anonyme / © RaDAR

LES 11 ET 13 MAI ÉCLATENT DEUX GRÈVES ISOLÉES dans le secteur de l'industrie aéronautique au Havre (usine Bréguet) et à Toulouse (usine Latécoère) en riposte aux licenciements des ouvriers qui avaient fait grève le 1^{er} mai. L'occupation de l'usine Bréguet est adoptée comme moyen d'action avec une organisation très stricte dont le modèle est alors diffusé dans tout le pays.



Groupe CGT de l'usine SACER en 1936. Photographie anonyme / © RaDAR



Grévistes de chez H.S (Hispano-Suiza) en 1936.
Photographie anonyme / © RaDAR

SI LES ACCORDS MATIGNON (8 JUIN) DONNENT SATISFACTION, LE MOUVEMENT NE FAIBLIT PAS et son paroxysme est atteint dans la semaine du 8 au 12 juin. Le ministère du Travail compte 12 142 entreprises touchées par le mouvement avec 2 millions de grévistes. Le taux d'occupation des usines s'élève à 74 %. Il s'agit bel et bien d'un mouvement sans précédent.



Vu du 10 juin 1936 / © MHV



Grévistes d'une entreprise de moteur à air. Photographie anonyme / © RaDAR



Dessin de Robert Fuzier paru dans Le Populaire du 2 août 1936 / © OURS